

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOGARIS DEVELOPPEMENT

Plateforme logistique du Grand Lyon
69780 MIONS

Références : UDR-CRT-22-70-PMB

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mars 2022 dans l'établissement SOGARIS DEVELOPPEMENT implanté à Mions. L'inspection a été annoncée le 7 mars 2022. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGARIS DEVELOPPEMENT
Plateforme logistique du Grand Lyon
69780 MIONS
- Code AIOT dans GUN : 0010600259
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non concerné

La société SOGARIS DEVELOPPEMENT est autorisée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié à exploiter 11 bâtiments logistiques sur une plateforme logistique de la commune de Mions.

La société SOGARIS est responsable de l'exploitation du site. L'exploitant déclare que les arrêtés préfectoraux ICPE ainsi que le règlement intérieur sont intégrés aux baux et ainsi portés à la connaissance des locataires des bâtiments.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action coup de poing régionale risques incendie dans les ICPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. De plus, le site comportant plusieurs bâtiments, le contrôle de la conformité des installations a été fait par sondage.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe les types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 49	1 non-conformité
Maintenance et test	Arrêté préfectoral du 31/12/1997 modifié, article 2, point 6.1.8	3 non-conformités
Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Arrêté préfectoral du 31/12/1997 modifié, article 2, points 4.1 et 4.5	1 non-conformité

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant mettra en place les mesures nécessaires afin d'avoir un état des stocks permettant de connaître les quantités de produits stockés par rubrique ICPE, leur localisation ainsi qu'un accès aux fiches de données de sécurité des produits présents.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Un accès rapide et aisé à cet état des stocks devra être prévu afin de pouvoir le communiquer au préfet, aux services d'incendie et de secours, à l'inspection des installations classées ou aux autorités sanitaires en cas d'incident/accident.

L'exploitant justifiera la levée des constats relevés lors des dernières vérifications des installations de sprinklage dans l'ensemble des bâtiments.

L'exploitant justifiera la levée des écarts relevés lors de la dernière vérification des poteaux incendie du site. De plus, il justifiera que les pressions et débits des poteaux incendie sont suffisants.

L'exploitant justifiera que l'intervention sur le manomètre permettant de connaître le niveau d'eau dans la cuve de la réserve d'eau incendie n° 159 a été réalisé et qu'il est désormais fonctionnel. En attendant que la réparation soit effectuée, l'exploitant mettra sans délai les mesures compensatoires nécessaires permettant de s'assurer que la cuve n° 159 est bien pleine.

L'exploitant justifiera que le volume des bassins de rétention du site permet de collecter la totalité des eaux d'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées, fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, article 49
Thème(s) : Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié : Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant déclare que les locataires des bâtiments doivent remonter leur état des stocks dans 2 tableaux : un pour les produits non dangereux et un pour les produits dangereux. Il affirme que depuis le début de l'année 2022, un système a été mis en place afin d'automatiser la remontée de l'état des stocks. Un courriel demandant l'état des stocks est adressé à tous les locataires avec une fréquence journalière pour les produits dangereux et hebdomadaire pour les produits non dangereux. Si ce courriel reste sans réponse pour l'un des locataires, 2 courriels de relance sont adressés automatiquement, le second rappelant notamment qu'en cas d'incident/accident, ce serait le dernier état des stocks qui serait pris en considération avec les risques que cela impliquerait. L'exploitant affirme travailler par ailleurs sur un projet d'automatisation pour agréger les différentes remontées de chacun des locataires, car cela est actuellement effectué manuellement. Concernant les produits non dangereux stockés sur site, les tableaux hebdomadaires des semaines 7 à 11 de l'année 2022 ont été présentés par l'exploitant. Ces tableaux présentent les volumes stockés par rubrique ICPE pour chacun des 20 locataires. Toutefois, il apparaît que ALAINE RHONE, FEDEX, BUT (bâtiments 7 et 9) et CEVA n'ont pas fait remonter leurs états des stocks pour les semaines 7 à 10. De plus, la COMPAGNIE FRUITIERE ne transmet pas le volume de bananes stocké dans le bâtiment 1 ainsi que la quantité entrante journalière de bananes permettant de s'assurer du respect de la quantité entrante journalière maximale (prise en compte au titre de la rubrique 2220-1 de la nomenclature des ICPE). Concernant les produits dangereux stockés sur site, le tableau hebdomadaire de la semaine 11 de l'année 2022 a été présenté. L'exploitant explique que seuls les locataires stockant des produits dangereux sont listés dans ce tableau (COMPAGNIE FRUITIERE, CALOR, BMV, ALAINE RHONE (bâtiments 3B et 5CD))

et RHENUS). Pour chacun de ces locataires sont renseignés les volumes stockés par jour et par nature des produits (en fonction des pictogrammes de danger). Toutefois, il apparaît que certains locataires ne remontent pas leur état des stocks chaque jour. De plus, ce tableau devrait être complété afin de faire apparaître le volume stocké par rubrique ICPE afin notamment de pouvoir assurer le suivi du respect des volumes maximums autorisés.

L'exploitant déclare par ailleurs que les fiches de données de sécurité sont disponibles dans chacun des bâtiments. Cependant, les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses doivent être accessibles en toutes circonstances, y compris en cas d'accès impossible à l'un des bâtiments.

Type de suites proposées :

Demande n° 1 (non-conformité – délai : 2 mois) : L'exploitant mettra en place les mesures nécessaires afin d'avoir un état des stocks permettant de connaître les quantités de produits stockés par rubrique ICPE, leur localisation ainsi qu'un accès aux fiches de données de sécurité des produits présents.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Un accès rapide et aisé à cet état des stocks devra être prévu afin de pouvoir le communiquer au préfet, aux services d'incendie et de secours, à l'inspection des installations classées ou aux autorités sanitaires en cas d'incident/accident.

Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire :

Arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié, article 2, points 6.1.5, 7.2.3, 7.2.4 et 7.2.5

Thème(s) : Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

6.1.5. Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m² couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...) ;
- d'extincteurs à anhydre carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables ;
- d'un réseau d'incendie armé (RIA) hors gel couvrant l'ensemble de chaque entrepôt ;
- d'un réseau de poteaux d'incendie de 150 mm de 100 mm implanté en relation avec le service compétent des services d'incendie et de secours ;
- d'un réseau d'extinction automatique adapté à la nature et aux conditions de stockage, sous réserve des dispositions prévues à l'article 3 ci-après, notamment dans le cas d'entrepôts dont la surface intérieure sans recoupement serait supérieure à 4000 m².

Les extincteurs et RIA seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles. Ils seront disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué en même temps par deux lances en direction opposée.

7.2.3. Le bâtiment n° 5 sera équipé d'un système d'extinction automatique adapté au risque du stockage à protéger et déclenchant une alarme incendie.

7.2.4. Les cellules non équipées d'un système d'extinction automatique seront équipées d'un système de détection d'incendie qui sera fréquemment contrôlé et toujours maintenus en bon état de fonctionnement.

7.2.5. Les alarmes de chaque bâtiment seront reportées sur un centre de télésurveillance.

Constats :

Le plan des moyens d'extinction incendie (RIA, extincteurs,...) du 16/01/2013 a été présenté le jour de la visite.

Le site possède 37 poteaux incendie alimentés par le réseau d'eau public.

L'exploitant déclare que les bâtiments 1, 4, 6, 12 et 13 ne sont pas sprinklés. Il affirme en revanche que les bâtiments 2, 3, 5, 7, 8, 9 et 11 sont équipés d'installations de sprinklage.

L'exploitant explique que les bâtiments 1, 3, 4, 5, 6, 11 et 13 sont équipés d'un système de détection incendie reporté au PC sécurité du site ainsi qu'au siège de la société implanté à Rungis.

Tous les bâtiments du site sont donc équipés d'un système de détection incendie reporté, sauf les bâtiments 2, 7, 8, 9, qui sont sprinklés, comme le permet l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral.

L'exploitant affirme par ailleurs que des travaux vont être effectués d'avril à décembre 2022 afin d'équiper de systèmes de détection incendie reporté les bâtiments qui n'en sont pas équipés actuellement (bâtiments 2, 7, 8 et 9). Durant cette même période, les systèmes de détection incendie reportés seront revus pour les bâtiments 1, 4, 11 et 13. L'exploitant déclare que ces systèmes seront tous reportés au PC sécurité du site et l'ensemble sera conforme au référentiel APSAD R7.

D'après le plan des moyens d'extinction incendie, le site possède 4 réserves d'eau de 450 m³ chacune. Les 2 cuves jouxtant le bâtiment 2 ont été vues lors de la visite sur site.

Type de suites proposées : sans objet

Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test**Référence réglementaire :**

Arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié, article 2, point 6.1.8

Thème(s) :

Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

6.1.8. Vérifications périodiques

L'état du matériel électrique, des moyens de secours contre l'incendie et de sécurité feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.

Constats :

Le rapport de la dernière vérification des systèmes de sprinklage pour le bâtiment 2 effectuée par la société CLF SATREM le 15/12/2021 a été présenté. 7 non-conformités et 2 observations figurent dans ce rapport.

Le rapport de la dernière vérification des systèmes de sprinklage pour le bâtiment 3 effectuée par la société CLF SATREM le 14/12/2021 a aussi été présenté. 7 non-conformités et une observation figurent dans ce rapport. L'exploitant a présenté les 2 courriers de mise en demeure qu'il a fait adresser le 16/03/2022 par le cabinet d'avocats MODUS VIVENDI aux 2 locataires du bâtiment 3 : BMV et ALAINE RHONE.

L'exploitant a présenté le tableau de suivi des actions correctives faisant suite aux vérifications périodiques des installations de sprinklage. Il apparaît dans ce tableau que 95 % des écarts constatés lors des vérifications effectuées en juillet 2021 ont été levés. Les dernières vérifications des installations de sprinklage ont quant à elles été réalisées en décembre 2021.

Cependant, des actions correctives sont toujours en cours pour l'ensemble des bâtiments.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification annuelle des poteaux incendie effectué par la société MADIS le 07/12/2021. Sur les 37 poteaux incendie contrôlés, il a été constaté qu'un poteau incendie était hors-service et 3 vannes de barrage n'ont pas été trouvées. L'exploitant déclare que les actions correctives n'ont pas encore été menées, car il attend encore une réponse dans le cadre de la mise en concurrence obligatoire entre les prestataires devant réaliser les travaux.

<p>Par ailleurs, la vérification des débits et pressions des poteaux incendie ne figure pas dans le dernier rapport de vérification.</p> <p>Concernant le bâtiment 3, le dernier rapport de vérification du système de détection incendie du 17/11/2021 fait par ALISE a été vu durant l'inspection et n'a donné lieu à aucune observation.</p> <p>Lors de la visite sur site, le local sprinkler du bâtiment 2 a été vu. Le cahier de suivi des essais hebdomadaires est renseigné pour chacune des semaines depuis le début de l'année 2022 et le dernier entretien a été réalisé par CLF SATREM le 18/01/2022.</p> <p>Les 2 cuves de réserve d'eau incendie de 450 m³ chacune ont été vues. La cuve n° 160 est pleine, le manomètre affichant une pression de 7,9 bar.</p> <p>En revanche, le manomètre de la cuve n° 159 affiche une pression de 0 bar. L'exploitant explique que ce manomètre est neuf, mais non fonctionnel, car la robinetterie en amont du manomètre est hors-service. Il affirme avoir connaissance de ce dysfonctionnement et que des travaux de réparation sont prévus à la fin du premier semestre 2022. L'exploitant assure cependant que la cuve n° 159 est pleine.</p>
<p>Type de suites proposées :</p> <p>Demande n° 2 (non-conformité – délai : 2 mois) : L'exploitant justifiera la levée des constats relevés lors des dernières vérifications des installations de sprinklage dans l'ensemble des bâtiments.</p> <p>Demande n° 3 (non-conformité – délai : 2 mois) : L'exploitant justifiera la levée des écarts relevés lors de la dernière vérification des poteaux incendie du site. De plus, il justifiera que les pressions et débits des poteaux incendie sont suffisants.</p> <p>Demande n° 4 (non-conformité – délai : 2 mois) : L'exploitant justifiera que l'intervention sur le manomètre permettant de connaître le niveau d'eau dans la cuve de la réserve d'eau incendie n° 159 a été réalisé et qu'il est désormais fonctionnel. En attendant que la réparation soit effectuée, l'exploitant mettra sans délai les mesures compensatoires nécessaires permettant de s'assurer que la cuve n° 159 est bien pleine.</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié, article 2, points 4.1 et 4.5</p>
<p>Thème(s) : Bassin de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1. Réseaux de collecte</p> <p>Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif.</p> <p>Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.</p> <p>Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être par des liquides inflammables, devra comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le réseau de collecte des effluents devant, en temps normal, subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.</p> <p>Un dispositif permettant d'isoler le site sera installée avant le point de raccordement au réseau public d'eaux pluviales.</p> <p>Les réseaux d'eaux pluviales de toitures et de voiries seront aménagés de façon à éviter toute possibilité</p>

d'évacuation des eaux d'extinction ou de tout autre liquide susceptible d'apporter une pollution dans le milieu naturel.

Le plan des réseaux d'assainissement faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de branchement, seront régulièrement tenus à jour.

4.5. Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

Constats :

Le plan du POI présentant les vannes de confinement ainsi que le plan du 04/01/2013 précisant les surfaces collectées par chacune des rétentions ont été présentés.

Cependant, la justification du bon dimensionnement des bassins de rétention n'a pas été apportée durant l'inspection.

Le bassin de rétention situé à proximité du poste de garde à l'entrée du site a été vu.

L'exploitant affirme que l'inspection de l'état de la bâche afin de s'assurer de l'étanchéité de la rétention est prévu semaine 13. Il déclare que la société SUEZ vient une fois par an sur le site afin de curer la rétention et que la société CHAZAL vient deux fois par an pour couper les végétaux autour du bassin de rétention.

La vanne manuelle de sectionnement du bassin située à proximité du poste de garde ainsi que la clé de manoeuvre rangée dans le véhicule de l'agent de sécurité ont été montrés sur site.

Type de suites proposées :

Demande n° 5 (non-conformité – délai : 2 mois) : L'exploitant justifiera que le volume des bassins de rétention du site permet de collecter la totalité des eaux d'extinction en cas d'incendie.

Proposition de suites : sans objet